



fenêtres s/ cours (53)

Le journal de la FSU-SNUipp 53



N° 216 – 11 décembre 2024

Pour un syndicalisme offensif et fédérateur !

Le SNUipp est affilié à la FSU, la Fédération Syndicale Unitaire, représentative dans les fonctions publiques d'État et territoriale. En tant que syndiqué-e à la FSU-SNUipp, tu as reçu il y a quelques jours avec le magazine *Pour*, un numéro spécial "Vote d'orientation". À l'intérieur se trouvent les textes préparatoires du congrès national qui se réunira en février 2025 à Rennes.

Cette consultation interne est le reflet du fonctionnement démocratique adopté à la naissance de la FSU et de ses syndicats : un vote d'orientation de tout-es les adhérent-es et l'expression des courants de pensées (également appelés tendances). Parce qu'avec plus de 165 000 syndiqué-es, la FSU n'est pas un vecteur de la pensée unique mais le meilleur dénominateur commun entre les différentes approches et analyses, **il est important qu'aujourd'hui chacun-e de nous prenne le temps de lire et de se prononcer**. Les résultats de ce vote détermineront le cap à donner et la composition des équipes militantes de la FSU dans chaque département.



11^e CONGRÈS NATIONAL
RENNES 3-7 FÉVRIER 2025

Nous sommes conscient-es que, tout en appréciant et partageant le travail de la FSU, nombre de syndiqué-es ne connaissent pas le fonctionnement en courants de pensée, y compris parmi des militant-es impliqué-es. Cependant, ce travail de mise à plat des idées reste le principal mode d'exercice de la démocratie dans notre syndicat.

Il s'agit maintenant de voter et de choisir en toute clarté pour **donner une orientation à notre syndicalisme qui soit, à la fois porteuse d'un projet pour les services publics et la société et outil fédérateur de résistance collective**. De cette diversité naît alors une force collective pour un syndicalisme à la fois offensif et au plus près du terrain.



VOTE PAR
CORRESPONDANCE

Consultation des syndiqué-es

Page 1 : Edito
Pages 2-3 : Pourquoi voter
Pages 4-8 : Contribution des tendances
Encart : matériel de vote (bulletin + 2 enveloppes)

Orientation de la FSU : **je vote dès aujourd'hui !**

Le vote s'effectue par correspondance et doit être parvenu à la section départementale **avant le 28 novembre** (cachet de la poste faisant foi).

Modalités et matériel de vote en pages intérieures

Pourquoi cette consultation ?

Jusqu'au 25 novembre, les syndiqué·es sont appelé·es à se prononcer sur le bilan d'activité et l'orientation de notre fédération syndicale, la FSU. Il y a quelques jours, tu as reçu un encart à POUR, la publication nationale de la FSU, avec notamment un texte présenté par chaque courant de pensée.

Mais, c'est quoi au juste cette histoire de « courants de pensée » ?

Au début des années 1990, des militant·es exclu·es de la FEN parce qu'ils contestaient une direction hégémonique ont créé la FSU avec la volonté de montrer que nos différences sont un atout pour travailler ensemble, et pas l'inverse. La FSU a gagné la première place dans l'éducation nationale. Depuis sa création, la FSU et ses syndicats nationaux sont organisés par courants de pensée (= tendances). Nous avons choisi un fonctionnement collectif et pluraliste, non monolithique.

Comme tout collectif, la FSU (composée de plus de 150 000 syndiqué·es) est forcément traversée par de nombreux débats. **La FSU a fait le choix d'organiser et de structurer ces débats démocratiquement**, notamment avec l'existence de courants de pensée (= tendances), reconnus au sein de notre syndicalisme : c'est le **pluralisme**. Les tendances sont donc partie intégrante de notre organisation syndicale, de ses décisions et de son fonctionnement, au même titre que chacune des sections départementales.

La synthèse : l'ADN de la FSU Faire de nos différences du commun

Nos statuts prévoient que « 51% du syndicat ne peut pas dicter son point de vue aux 49% restants ». Fort de nos différences, la confrontation des idées débouche sur une réponse originale : la **synthèse**. Aucune décision majeure engageant notre organisation ne peut être prise sans un accord d'au moins 70 %.

C'est ce processus qui permet de concilier les contradictions apparentes entre des orientations différentes issues des tendances ou des sections départementales. **De cette diversité naît alors une force collective pour un syndicalisme à la fois offensif et au plus près du terrain.**

Cette consultation, elle sert à quoi ?

C'est sur la base de ce vote que sont données les **grandes orientations de notre fédération syndicale pour les 3 années à venir**.

Cela permet également de désigner des 2 équipes militantes, aux niveaux départemental, ré-

gional et national, à l'image de l'orientation votée par les syndiqué·es. On peut trouver cela clivant mais c'est lié à une volonté de permettre la libre expression de toutes les orientations dans un cadre organisé.

Dans les autres organisations syndicales, des orientations différentes existent mais n'ont pas de cadre démocratique pour s'exprimer ; ce qui peut laisser place à jeux de pouvoirs souterrains. Les tendances permettent donc un débat plus démocratique et transparent. Et cela n'empêche pas de vouloir construire le syndicat car ce qui nous rassemble reste plus fort que ce qui nous divise.



Quelles sont les conséquences concrètes de cette consultation ?

La conséquence concrète c'est la composition des instances internes. **Le nombre d'élus·es est redéfini à chaque élection interne, à partir de la représentativité donnée par les syndiqué·es à chaque tendance :**

- Unité & action et sans tendance
- École Émancipée et des syndiqué·es hors tendance
- Émancipation
- Unité, revendications, indépendance syndicale (URIS)
- Front Unique

Je me sens plutôt sans tendance ou hors tendance, pourquoi j'irais voter ?

Ne pas voter c'est laisser celles et ceux qui votent décider pour nous.

Il ne s'agit pas nécessairement de se reconnaître comme appartenant à une tendance pour voter, pas plus que lors d'une élection politique tu es obligé·e de te sentir militant·e ou appartenant·e à tel ou tel parti : tu votes pour celui que tu juges le plus apte à porter tes idées.

Il s'agit juste de ne pas laisser d'autres choisir à ta place et de doter le syndicat de ce que tu penses le mieux pour lui, le plus proche de tes opinions.

Alors, vote dès maintenant !

Nous t'invitons à te positionner pour l'orientation qui, à tes yeux, doit être celle de la FSU dans le contexte actuel pour les 3 ans à venir.

Le scrutin se déroule jusqu'au 28 novembre mais **vote dès aujourd'hui avec le matériel en encart pour tenir compte des délais postaux.**



Nous comptons sur toi !

Et en Mayenne ?

Un pluralisme au service de la lutte syndicale

Les militant·e impliqué·es au sein de la FSU de la Mayenne, sont attaché·es au fonctionnement pluraliste. Ce fonctionnement démocratique original reconnaît la nécessité de l'expression d'approches différentes, par le biais des tendances, au service d'une synthèse largement partagée, qui soit à la fois offensive et en phase avec les personnels que nous représentons.

Ce qui fait ciment entre nous toutes et tous, c'est la **volonté de confronter sans cesse nos approches pour porter ensemble une vie et des actions syndicales au service de la défense de la qualité du service public, des actif·ves comme des retraité·es, tout en portant une société plus juste et solidaire.**

La FSU 53 sur tous les fronts

Ces dernières années, un pas a été franchi dans le

niveau d'attaque contre l'école, les services publics et ses agent·es, comme pour les droits des salarié·es et des citoyen·es : réforme des retraites, loi de transformation de la fonction publique, précarité des AESH, déclassé salarial, mise à mal des collectifs de travail, répression accrues des manifestations... **À chaque fois, la FSU s'est unie aux organisations syndicales et aux mouvements sociaux porteurs d'un autre projet de société.** Nous avons occupé la rue, sans pour autant pratiquer la politique de la chaise vide dans les semblants de discussions gouvernementales.

Dans le même temps, nous avons poursuivi l'organisation de **formations syndicales ouvertes à toutes et tous** pour débattre collectivement de sujets d'actualité.

Une orientation syndicale en débat

Aujourd'hui, tu es appelé·es à voter pour une orientation syndicale, nous comptons ta participation !

L'équipe départementale FSU-SNUipp 53



Nicolas
MARTIN, PE



Magali
NAUD, PE



Myriam
ANTONI, PE



Lucas
GRANDIN, PE



Anne-Laure
CADIEU, PE



Marie-Line
VEILLÉ, PE



Virginie
COUGÉ, PE



Léonard
GIRET, PE



Morgane
KERLEAU, PE



Julien
CARCREFF, PE



Anna
BRYER, AESH

Réunions d'Information et stages FSU-SNUipp

18-20/10/24

Université d'automne du SNUipp
(Facebook live)

20/11/24

RIS :
Retraite, comprendre
pour anticiper
(13h30-16h30)

12/12/24

Stage AESH :
métier, droits,
échanges, revendica-

25/02/25

Stage PE:
Prévenir et gérer les
situations de violence

13-14/03/25

Stage :
« Ecole dehors »

Fin Mars 25

RIS Mouvement :
circulaire, stratégies,
...

22/05/2025

Stage :
« Accompagner le
deuil à l'école »



Unité & Action et sans tendance

Unir largement, pour agir !

Des crises économique, sociale, politique, démocratique et environnementale

Les crises s'enchaînent et démontrent l'impasse du néolibéralisme, confirmant l'importance du rôle des services publics et de la protection sociale. Elles réhabilitent le rôle de la puissance publique, de l'État comme des collectivités locales.

En France, comme partout en Europe, les effets des politiques néolibérales sont de plus en plus insupportables pour le monde du travail et les citoyen·nes. Leur rejet s'exprime dans de puissants mouvements sociaux, soutenus par la majorité de la population. En réaction, les gouvernements, figés dans leurs dogmes, deviennent de plus en plus autoritaires et imposent leurs contre-réformes, quitte fouler au pied les principes démocratiques. Ces refus d'écouter et de répondre aux revendications exprimées dans les grèves et les manifestations provoquent désespérance, repli sur soi et nourrissent l'extrême droite.

E. Macron a plongé le pays dans une grave crise démocratique en refusant de reconnaître le résultat des urnes, après avoir maintes fois méprisé la démocratie sociale. Pour poursuivre coûte que coûte sa politique pourtant rejetée, il se positionne toujours plus à droite et cède désormais aux conditions du Rassemblement National. Ainsi, il continue à faire sauter des digues.

Avant les législatives, Unité et Action a milité pour que la FSU prenne position en soutien d'un programme de rupture répondant en partie à ses mandats. Ainsi la fédération a pu garder un cap syndical rassembleur. Fière de ses valeurs, elle a réaffirmé la nécessité de tout faire pour battre l'extrême droite et empêcher son accession au pouvoir. C'est fort de ces principes qu'Unité et Action continuera à œuvrer à ce que la FSU relève tous les défis syndicaux et sociaux du combat contre les idées d'extrême droite ou réactionnaires, et les politiques libérales et antisociales qui les nourrissent.

La crise environnementale résulte directement du productivisme et du développement de la marchandisation capitaliste et de la consommation. Elle appelle des alternatives de rupture.

Cette crise s'ajoute à tous les désordres géopolitiques d'où surgit la guerre, qui jettent des millions de personnes sur les chemins de l'exil. Pourtant les frontières de l'Europe restent barricadées comme si ces vies humaines ne comptaient pas. Face au défi du développement de la violence et de la barbarie, Unité et Action est de celles et ceux qui placent l'humanité au-dessus de toute autre considération.

Plus que jamais besoin d'Unité et d'Action.

Courant majoritaire de la FSU depuis sa création, Unité et Action porte une orientation pour un syndicalisme à visée majoritaire, pluraliste et unitaire, rassembleur et offensif. Il assume depuis toujours un choix d'ouverture à tous les syndiqué·es, aux autres courants de pensée, à la diversité des opinions et approches par la recherche et la construction systématique de synthèses, à la diversité du syndicalisme dans notre pays, par la recherche de l'unité d'action.

Une FSU qui reste incontournable

Lors des élections professionnelles de 2022, portée par sa majorité Unité et Action, la FSU a renforcé son influence dans la Fonction publique de l'État. Dans l'Éducation nationale, elle conforte sa première place, loin devant les autres, et est majoritaire dans trois ministères. Surtout, elle a gagné sa représentativité dans la Fonction publique territoriale grâce à l'investissement permanent de son syndicat national. Ces bons résultats témoignent que nous avons su résister aux effets les plus immédiatement violents de la loi de Transformation de la Fonction publique (LTFP) pour notre syndicalisme.

Fort de l'articulation permanente de la défense du statut général des fonctionnaires à ses revendications de développement des services publics au plus près des usager·es, partout, le corpus revendicatif de la FSU est un outil face à l'enlisement des esprits dans le discours simpliste et mensonger de l'extrême droite. Par ses valeurs et ses principes, par ses réflexions et analyses, la FSU est aussi reconnue pour les

Contributions des

combats qu'elle mène au-delà des strictes revendications métiers. Unité et Action est profondément engagée pour les droits des femmes, pour les droits des personnes LGBTQIA+, contre les inégalités, les discriminations, l'antisémitisme et tous les racismes.

Travailler au rassemblement

Pour Unité et Action, la construction de l'unité syndicale est le fer de lance de cette stratégie. Certains voudraient diviser le syndicalisme en deux camps irréconciliables. La tentation existe de se replier sur de multiples actions minoritaires, de témoignage. Unité et Action ne se résoudra jamais à ces orientations de défaite ! Son choix : ne jamais renoncer à chercher ce qui rassemble ! Il ne s'agit en rien d'en rabattre, de s'aligner sur le moins-disant ou de faire de l'unité un préalable à toute mobilisation. La FSU sait prendre ses responsabilités. Il s'agit au contraire, pour Unité et Action, de convaincre pour construire des mouvements d'ampleur, exigeants en termes revendicatifs, d'établir un rapport de force par des mobilisations majoritaires, loin de toute posture incantatoire.

Cette unité d'action passe aussi par une implication dans et avec le mouvement social et associatif.

Aujourd'hui, l'unification du mouvement syndical reste plus d'actualité que jamais. Loin des démarches d'appareils, il s'agit de travailler concrètement, sur des sujets précis, avec celles et ceux qui le veulent.

Des chantiers se poursuivent, en particulier avec la CGT. Nos analyses s'enrichissent. Ce travail doit s'approfondir sur le terrain, au plus près des adhérent·es, pour construire une maison commune, dans la perspective du nouvel outil syndical auquel nous aspirons. Pour répondre à toutes les attentes, cette démarche doit se poursuivre dans le respect de nos patrimoines syndicaux respectifs, ce que ne permettraient ni une absorption ni une fusion.

Renforcer la fédération

Dans cette situation périlleuse, nous devons défendre avec force les valeurs démocratiques, sociales et républicaines qui affirment l'égalité et l'universalité des droits.

Il y va d'une société capable d'assurer à toutes et tous l'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi et aux conditions d'une vie digne ainsi que l'égalité réelle entre femmes et hommes.

Cette exigence de justice sociale ne peut se concevoir sans justice écologique car les liens sont forts entre ces crises. Des politiques publiques doivent structurer les modes de production et de consommation dans une finalité de protection de l'environnement et des personnes, à commencer par les plus précaires et exposé·es aux risques climatiques.

La sécurité publique, indispensable, ne peut plus être prétexte à une réduction des libertés. Unité et Action combat l'évolution que subit la police nationale et sa doctrine d'emploi. Pour cette raison, elle soutient la demande d'adhésion du SNUIPN à la FSU. Il est indispensable de développer dans la police nationale un syndicalisme défenseur de l'intérêt général.

Renforcer la FSU, son action et son implantation passe par l'augmentation du nombre d'adhérent·es, le développement de ses syndicats, la promotion de ses pratiques syndicales et la réduction des déserts syndicaux. Pour cela, Unité et Action recherchera toujours la construction d'actions majoritaires rassemblées par la pertinence des idées.

Dans la situation internationale actuelle, encore plus aujourd'hui qu'hier, la FSU doit contribuer au développement d'un syndicalisme international et européen et y porter son ambition transformatrice.

Construire un syndicalisme de transformation sociale offensif, indépendant et démocratique, développer des dynamiques interprofessionnelles rassemblant largement les salarié·es autour de revendications et d'actions construites avec les personnels : c'est l'objet de notre 11e congrès, c'est la détermination syndicale d'Unité et Action.

**VOTEZ pour l'orientation et la liste
« Unité et Action et sans tendance » !**

École Émancipée et des syndiqué-es hors tendance

Urgence pour un syndicalisme qui fait front !

Alors que les JO de Paris faisaient passer au second plan la guerre en Ukraine ou à Gaza, les désastres écologiques et les catastrophes humanitaires liées aux politiques migratoires répressives, en France, la séquence électorale a encore rendu plus palpable la menace de l'extrême droite au pouvoir. Les politiques néolibérales autoritaires conduites avec obstination depuis sept ans, poreuses à ses propositions comme lors de la loi « asile et immigration », sont un tremplin pour elle.

Déjouant les pronostics de victoire du RN, la campagne dynamique de la gauche, dans laquelle l'unité et la participation active du mouvement social ont été motrices, a placé le NFP en tête. Face aux nouvelles perspectives ouvertes par son programme, le pouvoir macroniste, secondé activement par le Medef, a décidé de soumettre au capitalisme non seulement les droits, les libertés et le climat, mais aussi la démocratie. Macron et son monde combattent les urgences sociales réclamées par la population : augmentation des salaires, abrogation de la réforme des retraites et relance des services publics.

Le temps presse : reprenons la main pour imposer enfin des alternatives face à l'union des droites !

Construire le rapport de forces

Pour que des millions de personnes se retrouvent en grève et dans la rue, il faut consolider la capacité du syndicalisme à peser sur le champ politique comme il l'a fait avec la puissance populaire construite lors de la dernière mobilisation retraites ou dans la séquence ouverte par la dissolution. Cela s'articule nécessairement avec les mobilisations sectorielles, notamment dans les services publics, et les mouvements sociaux de résistance et de désobéissance qui se sont développés malgré les tentatives de musellement.

Dans cette perspective, l'unité et le renforcement du syndicalisme, en particulier de lutte et de transformation sociale, sont indispensables. L'urgence à refonder ce dernier oblige à avancer dans la concrétisation d'un nouvel outil syndical avec la CGT et Solidaires, sans exclusive ni limitation au travail déjà engagé avec la CGT. La perspective de création d'une structure souple du type « maison commune du syndicalisme de transformation sociale » à décliner localement et par secteurs professionnels en fonction du contexte, avec également l'échéance rapide des élections professionnelles, sera un des enjeux du congrès fédéral.

Si le syndicalisme uni est plus fort pour imposer une rupture, il ne peut pas y parvenir seul. Des cadres d'échanges larges et pérennes englobant syndicalisme, mouvements associatifs et partis politiques progressistes sont nécessaires pour imposer enfin des alternatives et faire reculer l'extrême droite. Leur périmètre et l'éventuelle construction commune de mobilisations sans que le syndicalisme soit subordonné au politique seront un autre enjeu du congrès.

Un syndicalisme qui pense le monde

Notre syndicalisme construit des liens entre préoccupations professionnelles des salarié-es, politiques menées, marche capitaliste du monde et désastres écologiques. Conscient-es que la recherche effrénée et sans limite de profits détruit la planète et accentue les inégalités, nous portons la nécessité d'une rupture écologique. Notre syndicalisme contribue aussi à repenser une organisation du travail débarrassée du carcan néo-managérial et des hiérarchies intermédiaires.

Notre syndicalisme oppose aux impérialismes la solidarité internationale, soutient les luttes décoloniales et lutte contre le militarisme. Cela passe notamment par la poursuite des mobilisations dans les cadres unitaires les plus larges pour la paix en Ukraine comme en Palestine. La dénonciation des colonialismes est indissociable de celle de l'impérialisme français, comme en Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Dépassant la simple addition de syndicats nationaux, la FSU doit poursuivre et renforcer son implication dans les mobilisations interpro-

fessionnelles et dans les divers collectifs portant la lutte pour la justice climatique, la défense des droits et des libertés, la dénonciation des violences d'État, la lutte contre toutes les discriminations, notamment celles visant les femmes et les personnes LGBTQIA+, et tous les racismes, l'antisémitisme comme l'islamophobie. Il y a urgence à lier combats syndicaux et antiracistes, le racisme étant une composante essentielle du vote et de l'identification à l'extrême droite.

Revendications sociales d'urgence

Porter l'espoir d'une telle transformation sociale, c'est rompre avec les politiques d'austérité et de réduction des dépenses publiques ; c'est faire jouer les solidarités par une révolution fiscale, en revenant sur la suppression de l'ISF et en taxant les superprofits.

C'est aussi augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux ; c'est abroger la réforme des retraites et revenir à la retraite à 60 ans ; c'est prendre à bras le corps les questions d'emploi, de protection sociale, mettre un coup d'arrêt aux licenciements, à la précarité et abroger les contre-réformes de l'assurance chômage.

Dans la Fonction publique, c'est revenir sur la loi TFP (hors mesures d'égalité professionnelle) afin de remettre de la transparence et de l'égalité dans la gestion des carrières des agent-es et renforcer l'emploi statutaire.

C'est enfin obtenir l'égalité de traitement et d'accès aux services publics et aux droits sur tout le territoire. C'est rompre avec la politique migratoire répressive et imposer l'accueil digne des réfugié-es comme la régularisation des sans papiers.

Une FSU à l'offensive

Les coups portés au paritarisme obligent notre syndicalisme à se réinventer, en investissant encore davantage la dimension professionnelle, en renforçant la présence syndicale sur les lieux de travail, tout en œuvrant à retrouver du pouvoir d'agir dans la gestion des carrières.

Notre fédération doit développer son aptitude à fédérer les personnels, actif-ves comme retraité-es, dans l'action. Pour cela, la FSU doit faire preuve de volontarisme à les mobiliser en développant les campagnes fédérales, en réunissant les personnels sur des temps syndicaux institutionnalisés comme lors d'assemblées générales, en généralisant les caisses de grève et en étant un moteur de l'intersyndicale.

Dans l'éducation, un acte II de la mobilisation contre le « choc des savoirs » s'impose. Le succès des formes de lutte engagées dans certains départements au printemps pousse à travailler la nécessité de l'auto-organisation, construire un lien étroit avec les parents d'élèves, et développer encore le travail fédéral dont les sections départementales et les secteurs de la FSU sont des cadres essentiels. La corrélation entre vote RN, vécu scolaire et niveau de diplôme appelle en effet une démocratisation scolaire résolue, qui rompe avec la sélection, le séparatisme scolaire, l'employabilité, et qui permette à l'ensemble de la jeunesse d'accéder à un service public d'éducation garantissant une culture commune émancipatrice, à une protection de l'enfance digne de ce nom ainsi qu'à une Justice des enfants défendant l'éducabilité de toutes et tous.

Enfin, toutes et tous les syndiqué-es doivent pouvoir militer dans un cadre protecteur et solidaire. Il faut oeuvrer à la mise en place d'un groupe de travail interne dédié à la résolution et à la prévention des conflits. Face à l'extrême droite et à la répression syndicale exercée par le pouvoir, il faut sécuriser locaux, données, outils de communication et militant-es. Il faut un syndicalisme féministe, qui donne aux femmes les moyens concrets de militer, notamment par le renforcement des cellules de veille contre les violences sexistes et sexuelles et une réflexion sur l'évolution des pratiques militantes.

Nous appelons toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à travailler et à agir ensemble pour construire la FSU dans un cadre démocratique et pluraliste.

**Votez et faites voter pour la liste
École Émancipée et des syndiqué-es hors tendance !**

Émancipation

Une orientation anticapitaliste

pour combattre Macron et sa politique

La politique destructrice de Macron a été massivement refusée par les luttes et lors des élections récentes. Malgré cela, après avoir prolongé les « démissionnaires » pour maintenir sa politique réactionnaire à coup de décrets, il a investi un gouvernement Barnier qui est encore plus à droite, adoubé par le RN et déjà son otage. C'est donc une offensive d'une ampleur sans précédent contre le monde du travail qui se prépare. Sous couvert de « dette publique », le prochain budget lance un plan d'austérité massif dans la Fonction publique, et vise à nouveau la protection sociale. Ce pouvoir est illégitime, aucun « dialogue social » n'est de mise avec lui. Macron prétend appliquer jusqu'au bout les exigences de la bourgeoisie et du système capitaliste : ce système, fondé sur la concurrence économique, n'engendre qu'inégalités, destruction de l'environnement et dérèglement climatique, guerres impérialistes dans le monde entier. Il entend démanteler tout ce qui fait obstacle aux profits : garanties collectives, services publics dont l'école, égalité des droits, équilibres écologiques... jusqu'aux libertés fondamentales. Ces politiques impliquent un État autoritaire : militarisme, violence du pouvoir et progression – jusqu'aux portes du pouvoir – de l'extrême droite vont de pair. Dans cette situation instable, tout peut arriver.

Mais des luttes et résistances s'organisent pour construire un autre avenir : luttes des travailleur·es y compris précaires, des jeunes, des femmes et minorités de genre, des écologistes (telles que les « Soulèvements de la terre »), des populations discriminées qui subissent le racisme. Elles peuvent prendre une dimension mondiale, comme le mouvement de solidarité durable avec le peuple palestinien. Elles montrent la volonté populaire de prendre en main son avenir : **l'auto-organisation des exploité·es et des opprimé·es constitue la clef pour organiser les luttes nécessaires, et pour porter la perspective d'une rupture avec la société capitaliste.**

Dans cette situation, la codirection « Unité&Action/École Émancipée » de la FSU persiste dans une stratégie institutionnelle d'appareil : rester un « partenaire social » dans le cadre du système actuel, avec d'incertaines « concertations » où le gouvernement enferme les syndicats, ce qui facilite l'application de sa politique. La seule « alternative politique » envisagée étant celle d'une très hypothétique alternance électorale « de gauche » en 2027.

Émancipation propose une autre orientation : partir de revendications immédiates articulées à un projet de rupture avec le capitalisme. C'est la meilleure voie pour gagner sur les revendications, et donc aussi pour faire reculer l'extrême droite.

Face à la paupérisation, au travail empêché, à la déconsidération... agir pour un plan d'urgence !

Il s'agit de lutter contre la précarité, la relégation des quartiers populaires et des zones rurales, pour les services publics :

❶ retrait / abrogation de toutes les contre-réformes destructrices de Macron, et combattues par les personnels : dans l'Éducation nationale, la Fonction publique, lois liberticides, loi sur l'immigration...

❷ pour une plateforme revendicative unifiante :

- création de tous les emplois nécessaires, à commencer par les services publics ;

- fin de la précarité et de l'austérité salariale : réemploi et titularisation immédiate et sans conditions de tou·tes les non-titulaires, défense des garanties statutaires et un vrai statut pour tou·tes, l'alignement par le haut des conditions de travail et de service ; indexation des salaires sur l'inflation et leur augmentation uniforme (400 euros en points d'indice) ; un salaire minimum à 1 700 euros net ;

- abrogation de la contre-réforme des retraites, retour à la retraite complète (75 % du dernier salaire) à 55/60 ans ;

- retrait de la réforme de l'assurance chômage, gratuité des besoins essentiels (alimentation, transports, eau et électricité...).

Ces revendications sont incompatibles avec la politique gouvernementale, et notamment avec le budget en préparation.

Pour une école publique, démocratique et égalitaire

L'école est au cœur des projets de société y compris de l'extrême

Contributions des

droite. Elle doit être au cœur de nos luttes, avec des revendications immédiates :

- abrogation de toutes les contre-réformes de Macron, qui asservissent l'école aux besoins du capitalisme, embrigadent la jeunesse et attaquent les statuts : « pacte enseignant », « choc des savoirs », Service national universel, Parcoursup, réformes des lycées (général, technologiques et professionnels)... Tou·tes les jeunes titulaires du bac doivent pouvoir poursuivre leurs études dans les filières de leur choix, à l'abri de la précarité par un revenu décent pour chaque étudiant·e ;
- baisse des effectifs par classe, créations massives de postes de toutes catégories ;
- défense de la liberté pédagogique, qui permet des pratiques collectives fondées sur la coopération et non la compétition ; Ce serait un premier pas vers une école laïque et émancipatrice pour toutes et tous, sans hiérarchie entre les savoirs, fondée sur des diplômes et programmes nationaux ;
- le droit à l'éducation pour tou·tes et l'accueil de tou·tes les enfants à besoins particuliers avec les moyens nécessaires ;
- en allant vers une scolarité sans orientation précoce jusqu'à la classe de Terminale et vers un lycée unifié polytechnique, à l'inverse du tri social actuel. Tout·e jeune doit pouvoir développer ses potentialités dans tous les domaines, et pas seulement son « employabilité ».

Laïcité : La dérive d'établissements privés comme Stanislas à Paris, rappelle qu'ils organisent le séparatisme social. Défendre la laïcité ce n'est pas imposer un ordre moral xénophobe et diviseur, c'est : la défense de la loi de 1905, l'abrogation de tous les dispositifs anti-laïques (loi Debré) et de la loi « séparatisme ». Une école émancipatrice et unifiée nécessite la nationalisation laïque de l'enseignement privé sous contrat.

L'action syndicale au service des luttes, pour changer la société !

Une école démocratique implique un changement de société, car ce sont les besoins du capitalisme qui sont à l'origine de toutes les régressions. Pour cela, le syndicalisme peut être un outil important :

- en dépassant ce qui freine l'unité des luttes : construisons à partir de la base une organisation unifiée en partant des différentes structures de lutte, fondée sur 1/ des structures syndicales locales regroupant toutes les catégories, sur un même lieu de travail, 2/ un fonctionnement démocratique avec notamment le droit de tendance ;
- en construisant les solidarités : soutien et popularisation des luttes existantes, organisation de la solidarité (caisses de grève). Cette solidarité collective est aussi nécessaire pour faire face à la répression qui touche en premier lieu la jeunesse et les quartiers populaires, et aux offensives d'extrême-droite ;
- en favorisant la démocratie dans les luttes : AG intersyndicales et souveraines des personnels dans les établissements, qui se coordonnent à tous les niveaux ;
- en encourageant les convergences à la base entre le mouvement syndical et les luttes qui combattent le capitalisme : « Soulèvements de la terre », luttes antiracistes et féministes, contre les violences policières...
- en impulsant de manière concrète des pratiques de solidarité internationaliste, par le soutien aux droits des peuples (Kanaky, Palestine, Ukraine...). Les mobilisations comme celles de « Stop Arming Israël » (qui milite pour l'arrêt des livraisons d'armes à l'État israélien) montrent que c'est possible !

Féminisme : La question de la grève féministe prend de l'ampleur. Cette perspective doit être construite par des AG, des réunions d'information, sur les lieux de travail et avec les nombreux collectifs auto-organisés. Sur ce sujet, comme pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, et pour les droits des personnes LGBTQIA+, généralisons dans tous les départements des commissions syndicales non-mixtes.

- en participant à la lutte contre le racisme, sur une base internationale : annulation de la dette des pays dominés, arrêt de la « Françafrique » et du néo-colonialisme, régularisation de tou·tes les sans-papiers, accueil de tou·tes les exilé·es.

Ce syndicalisme est indispensable, mais ne se construira pas sans vous : nous vous appelons à y participer, par votre vote mais aussi en nous rejoignant.

VOTEZ ÉMANCIPATION

Pour tout contact : tendance.emancipation@gmail.com, www.emancipation.fr

Unité, Revendications, Indépendance Syndicale (Uris)

Non à l'austérité. L'argent pour l'école, pas pour la guerre.

Combattre en toute indépendance syndicale.

La situation en cette rentrée est grave. En cette rentrée la question est celle de l'action tout de suite pour obtenir les professeurs, les personnels, la réouverture des classes fermées, alors qu'il y a des milliers de fermetures de classes : 175 à Paris, 131 dans le 94, etc., pour qu'il y ait un professeur devant chaque classe. Il manque de tout dans cette rentrée, des profs, des AED, des AESH pour les élèves en situation de handicap qui ont droit à des heures d'accompagnement mais qui se retrouvent dans les classes ordinaires sans aucune aide. Des étudiants n'ont pas de place à l'université. La scolarité de milliers d'élèves est saccagée. Nos salaires sont bloqués. Des collègues sont encore au travail à 62, 63, 64 ans.

Mais ce qui marque aussi la rentrée, c'est la résistance de nos collègues, ce sont les réunions dans lesquelles on décide d'aller chercher les revendications, et en plusieurs endroits les personnels arrachent la réouverture de dizaines de classes comme dans le 94.

C'est ce mouvement que notre syndicat doit aider et amplifier aujourd'hui. Il faut répondre à la situation par le combat afin d'obtenir tout de suite les revendications indispensables pour pouvoir travailler avant de décréter de nouvelles journées d'action.

Barnier et Genetet : priorité à l'austérité et à l'armée

Macron a désigné Michel Barnier comme Premier ministre, au mépris du résultat des élections législatives ; nul ne peut savoir combien de temps ce gouvernement durera tant l'instabilité politique est grande.

Barnier, loin de répondre aux revendications, annonce que « des efforts » seront à fournir.

La nouvelle ministre de l'Éducation, Anne Genetet, le dit clairement : « d'un côté les impératifs budgétaires imposent des économies drastiques de l'ordre de 20 milliards d'euros pour le budget 2025, de l'autre, l'exigence de défense nationale et de sécurité collective, soulignée par l'OTAN, nous enjoint de porter notre budget de défense au-delà des 2 % du PIB [...] J'attends donc du prochain gouvernement qu'il se montre intransigeant sur le respect de la loi de programmation militaire à l'euro près... » (Tribune du 20 août 2024). Lors de sa prise de fonction elle a affirmé : « l'école ne change pas de cap ». Une chose est sûre, ce gouvernement et ses successeurs vont mener une politique brutale contre les personnels et tous les travailleurs : austérité, blocage des salaires, attaques contre la Sécurité sociale, à commencer par l'indemnisation des arrêts maladies, et poursuite des réformes dont celle des retraites et celle du choc des savoirs.

Défendre les revendications en toute indépendance syndicale

L'action syndicale part des besoins, l'action syndicale pour combattre pour les salaires et recruter des personnels en nombre suffisant n'est pas corsetée par le budget de l'État. L'action syndicale ne se satisfait d'aucune suppression de poste, même si elle est issue d'un budget voté par le Parlement.

Combattre la loi de programmation militaire allouant au moins 413 milliards en six ans pour l'armée et exiger que les milliards aillent à l'école et aux hôpitaux, pas à la guerre, est de même une nécessité syndicale. L'indépendance vis-à-vis des partis politiques, du gouvernement et de l'État est une condition de l'action syndicale.

Pour agir, nous avons besoin de revendications claires.

Pour l'abrogation de la réforme des retraites ou pour sa suspension ? Macron et Barnier, qui va quitter Matignon avec une retraite mensuelle de 28 370 euros, entendent maintenir la réforme des retraites portant l'âge de départ à 64 ans. La FSU s'est prononcée depuis 2023 pour l'abrogation de la réforme des retraites. Dans l'appel signé en commun avec la CGT et Solidaires, cette demande est réaffirmée. Nous pourrions nous féliciter de cette prise de position.

Mais une autre revendication est formulée dans la lettre unitaire au premier ministre Michel Barnier en date du 13 septembre, signée par les fédérations syndicales CFDT, CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, UN-SA : « ainsi nous souhaitons que la réforme des retraites de 2023 soit suspendue afin d'engager de nouvelles discussions ».

Les mots ont un sens. Suspension ? Ou abrogation ? Que demandons-nous ? La demande de « suspension » de la réforme est-elle un pas vers Barnier qui se déclare « prêt à ouvrir le débat » pour son « amélioration pour les personnes les plus fragiles » ? Barnier dit clairement qu'il maintiendra le départ à 64 ans. Nous devons être clairs et demander l'abrogation de la réforme des retraites et du report à 64 ans.

Salaire au mérite, disparition des corps et des catégories : abandon du projet de réforme Guérini

Le ministre Guillaume Kasbarian succède au ministre Guérini et Les Echos du 23 septembre annonce que « il a de fortes chances de reprendre la réforme de la fonction publique ». Le projet Guérini prévoyait un recours accru à la révocation pour « insuffisance professionnelle », le salaire « au mérite » et donc la poursuite du blocage des salaires, la remise en cause des corps et des catégories basés sur des recrutements par concours, et des progressions de carrière selon l'ancienneté. L'action doit combattre les réformes en cours ou leur reprise sous un autre nom par un autre ministre. Ce projet doit être retiré et abandonné.

Groupes de niveau : demander l'abrogation ou le maintien de groupes hétérogènes à effectifs réduits ?

Le choc des savoirs continue à se mettre en place et veut instituer un véritable tri social. Les groupes de niveau ont pour fonction d'empêcher des milliers d'élèves d'entrer au lycée général et professionnel pour les orienter vers les stages en entreprises, l'apprentissage, les petits boulots, le SNU et l'armée.

La résistance des personnels a permis que les groupes de niveau ne soient pas mis en place dans plus de la moitié des collèges. C'est un point d'appui pour obtenir l'abrogation de toutes les mesures du choc des savoirs.

Pour sa part, la motion du CN du SNES « appelle les équipes à faire le bilan de l'organisation des groupes dans leur collège au plus tard au moment de congés d'automne, à exiger des améliorations immédiates, comme par exemple le maintien de groupes hétérogènes à effectifs réduits, et à peser pour un retour au groupe classe dans toutes les disciplines à la rentrée prochaine ».

La résistance individuelle, établissement par établissement, ne peut suffire : l'action nationale pour arracher l'abrogation des textes imposant les groupes de niveau et les autres mesures est nécessaire.

L'action dans la rue, dans la grève, pour les revendications, sera décisive et la FSU doit la préparer.

Il faut revenir à une orientation basée sur la défense des revendications et elles seules, en toute indépendance :

- Pour l'augmentation des salaires en points d'indice, sans contreparties.
- Pour l'abrogation de la réforme des retraites, contre le départ à 64 ans.
- Pour l'abrogation de l'arrêté du 15 mars et de tous les textes organisant le Choc des savoirs.
- Pour le retrait de la réforme du lycée, du bac Blanquer, des lycées professionnels et de Parcoursup.
- Pour le retrait du projet Guérini, pour le maintien des corps, des statuts et des concours.
- Pour la défense de la Sécurité sociale, contre les accords sur la PSC signés par la FSU.
- Pour l'abrogation de la loi de programmation militaire : restitution des 413 milliards aux budgets de la santé, de l'éducation et aux salaires.
- Non à la militarisation de la jeunesse : suppression des classes défense, du SNU, et de l'uniforme.
- Pour la défense du droit de grève, des droits syndicaux et de toutes les libertés.
- Fonds publics à la seule école publique : abrogation des lois anti-laïques obligeant au financement de l'enseignement privé par 12 milliards de fonds publics.

C'est le sens de notre liste.

Nous vous invitons à voter pour la liste URIS.

7

Pour tous contacts : carine.n.tourneur@wanadoo.fr, jacklefevre1@free.fr

Front Unique

**Aucune concertation avec le gouvernement
ultra-réactionnaire Macron-Barnier !**

**À bas son budget de guerre contre
les travailleurs et la jeunesse !**

**Front uni des organisations syndicales
pour en empêcher l'adoption !**

La double défaite électorale de Macron a ouvert une profonde crise politique et c'est bien le RN qui en sort renforcé. Au nom d'un « front républicain » contre le RN, les partis du NFP ont retiré leurs candidats pour permettre l'élection de Borne, Darmanin et Wauquiez, ennemis acharnés des travailleurs, de la jeunesse et des immigrés. Les directions syndicales ont pleinement appuyé le NFP dans cette position.

Ce « front républicain » censé faire barrage au RN et à ses « idées », a abouti à la nomination par Macron de Barnier comme premier ministre, avec le soutien des partis bourgeois Renaissance-Modem-Horizon-LR et le consentement du RN. Barnier est un représentant de LR. En 2021, son programme, c'était la retraite à 65 ans et des propositions contre l'école (suspension des allocations familiales pour certains parents, recrutement des équipes éducatives par les chefs d'établissement et instauration de l'apprentissage dès 14 ans).

Mais surtout, il s'était distingué par ses préconisations contre les immigrés, récemment réitérées, très proches du RN. A tel point que Marine Le Pen, dans La Tribune dimanche du 8 septembre, a indiqué : « *Il est incontestable que Michel Barnier semble avoir, sur l'immigration, le même constat que le nôtre. Maintenant nous attendons de lui des actes* ».

Pour Macron, le nouveau gouvernement doit poursuivre et amplifier les attaques contre les travailleurs et la jeunesse. Et pour cela, un budget aux coupes massives contre la santé et l'école et contre tous les domaines sociaux, déjà en situation critique. Et au contraire, l'augmentation des budgets de l'armée et de l'intérieur.

Face à ce gouvernement de guerre généralisée contre les acquis du prolétariat, la responsabilité de notre fédération est de se dresser contre lui et de préparer l'affrontement.

La FSU doit clairement condamner le budget en gestation et préparer la mobilisation pour empêcher son adoption. Pour cela, la FSU doit oeuvrer à la constitution d'un front uni des organisations syndicales (en particulier CGT-FO-FSU). Avec en perspective la préparation d'une manifestation nationale à l'Assemblée pour interdire l'adoption du budget scélérat.

Ce gouvernement instable prépare une offensive généralisée contre les travailleurs

En raison de la crise du capitalisme français, le gouvernement Macron-Barnier a des objectifs très ambitieux. Et comme il ne bénéficie pas d'une majorité – même relative – à l'AN, il est de fait l'otage du RN, maître de sa survie.

Manquant de force à l'AN, Barnier espère en trouver ailleurs. Le 6/09, il a déclaré sur TF1 : « *On doit respecter et prendre en compte les partenaires sociaux, les syndicats. Notre pays a besoin de syndicats forts* ».

La ficelle est énorme ! Quand il évoque les partenaires sociaux et les syndicats, c'est dans un seul but : obtenir de leurs dirigeants la légitimation de ses projets. Son offre de concertation est toujours au service du gouvernement qui y recourt. Quelle a été la réponse des dirigeants syndicaux de la Fonction publique à sa proposition ? Dans une lettre à Barnier du 13 septembre, unanimes, ils écrivent : « *Ainsi, nous souhaitons que la réforme des retraites de 2023 soit suspendue afin d'engager de nouvelles discussions* ».

La revendication qui était celle de tous les syndicats et de l'immense majorité des travailleurs (l'abrogation de la réforme des retraites) est purement évacuée pour une demande de suspension et d'engagement de « nouvelles discussions ». De « nouvelles discussions », c'est justement la proposition de Barnier, partisan de la retraite à 65 ans. Comme le relate Le Figaro, au cours de son interview à TF1 : « *Il a souligné sa volonté de prendre le temps de discuter avec l'ensemble "des partenaires sociaux" concernés par la réforme [des retraites]. Si*

Michel Barnier entend ouvrir de possibles discussions sur le sujet, il veut, quoi qu'il arrive, respecter "le cadre budgétaire". » Pour Barnier, de « nouvelles discussions » auraient comme seul objectif, d'aggraver considérablement la contreréforme de 2023.

Les directions syndicales de la FP, doivent refuser toute nouvelle discussion en ce domaine et exiger l'abrogation pure et simple de la réforme de 2023, et pas sa suspension.

En finir avec la stratégie des directions syndicales qui conduit toujours aux défaites

Pour le gouvernement, la concertation est toujours un moyen essentiel pour avancer dans la mise en oeuvre de ses projets. Mais à certains moments, quand les travailleurs se mobilisent, elle devient délicate, voire impossible. Ce fut le cas au moment de la contre-réforme des retraites de 2023. Mais alors, les dirigeants syndicaux ont refusé obstinément d'engager le combat centralisé pour interdire le vote de la loi contre nos retraites. En particulier, ils ont refusé d'appeler à une manifestation nationale et centrale devant l'Assemblée. Au contraire, ils ont multiplié les journées d'action, dilapidant les forces, au lieu de les concentrer – là où tout se décidait – à l'AN.

Les dirigeants syndicaux, dont ceux de notre fédération, sont responsables de notre défaite.

Pour le choc des savoirs, là encore, la direction nationale du SNES a refusé de convoquer une manifestation nationale au ministère de l'Éducation nationale, pour imposer le retrait du choc des savoirs.

Au contraire, à nouveau, au lieu de centraliser et de concentrer les énergies, elle a multiplié les grèves de 24h et les actions décentralisées, pavant la voie à la défaite.

À bas le budget Macron-Barnier !

Notre fédération doit refuser toute concertation avec ce gouvernement, notre ennemi déterminé. Il doit préparer l'affrontement indispensable pour empêcher l'adoption de son budget scélérat. Prétendre qu'il pourrait y avoir des « avancées » sur nos revendications (salaires, statuts, conditions de travail...) sans empêcher l'adoption du budget, est une tartufferie.

Quant à prétendre obtenir l'abrogation des contre-réformes (retraites, choc des savoirs, Lycées, etc.), sans se battre contre le budget qui est une arme dans leur application, encore une supercherie !

Notre fédération doit proclamer : À bas le budget Macron-Barnier !

Elle doit s'adresser aux responsables des autres organisations syndicales (en particulier CGT et FO) pour qu'ils se prononcent en ce sens et pour qu'ils constituent un front uni des syndicats pour interdire l'adoption de ce budget ultra-réactionnaire.

Avec pour perspective une immense manifestation nationale à l'Assemblée. Pour soutenir cette orientation, votez, faites voter pour Front Unique !

**Pour soutenir cette orientation, votez,
faites voter pour Front Unique !**

Le 23 septembre 2024 (frontunique.com)

Palestine, Kanaky : la FSU doit se placer du côté des peuples opprimés !

L'extermination du peuple palestinien par l'État d'Israël se poursuit sans accroc depuis un an. L'État sioniste vient d'étendre son offensive contre le Liban et sa population.

Les impérialismes américain, anglais, français... soutiennent tous Israël. Il n'y a donc rien à attendre de l'ONU. Plus personne ne croit aux incantations pour une « paix juste et durable » ou à la prétendue « solution à deux États » qui renvoient dos à dos, l'opresseur et l'opprimé.

La direction de la FSU doit enfin prendre position en défense du peuple palestinien et exiger l'arrêt de la répression contre ceux qui lui expriment leur soutien.

Elle doit s'engager dans l'organisation du boycott d'Israël. Et en particulier, appeler au boycott académique des universités israéliennes impliquées dans le processus de colonisation, y compris militaire.

Contre les Kanaks, le gouvernement français mène dans tous les domaines une violente politique coloniale. La direction fédérale doit enfin se placer inconditionnellement du côté du peuple kanak, opprimé par l'État français. Elle doit exiger l'abrogation de la réforme du code électoral, l'arrêt immédiat de la répression, le retrait des troupes françaises et la libération immédiate et la relaxe des militants expatriés et incarcérés.